



U. D. S. - TOGO

Union des Démocrates Socialistes du Togo

Liberté - Justice - Dignité

DECLARATION DE PRESSE

Réunie en Convention nationale le vendredi 06 Septembre 2024 à Lomé, l'Union des Démocrates Socialistes du Togo (UDS-TOGO) a procédé à une analyse approfondie des deux événements politiques marquants de la vie de notre cher pays, le Togo, au cours du premier semestre de l'année 2024. Il s'agit notamment du double scrutin du 29 Avril et du changement de Constitution intervenu le 6 Mai.

A la suite du Rapport d'activités présentés par le Délégué Général au nom du Comité Directeur et des débats qu'il a suscités auprès des Délégués présents, la Convention nationale a adopté une motion complémentaire d'orientation politique générale dont les grandes lignes se présentent comme suit :

SUR LE CHANGEMENT DE CONSTITUTION,

1) L'UDS-TOGO condamne fermement le changement de Constitution opéré en catimini, sans aucun débat au sein de la classe politique, ni consultation du peuple togolais, seul détenteur de la souveraineté nationale.

2) Cette violation flagrante de la souveraineté du peuple démontre une fois de plus le mépris de nos dirigeants actuels pour les Togolais ;

3) Ce changement unilatéral de Constitution instaurant un régime parlementaire et faisant passer le Togo de la IVème à la Vème République constitue un fait accompli, un coup de force que tout citoyen digne de ce nom a le devoir de dénoncer et de combattre ;

4) Ce énième coup de force constitutionnel n'avait d'autres buts que de :

-liquider totalement les derniers acquis des luttes courageuses du peuple togolais au cours des années 1990 et de la Conférence nationale souveraine,

-d'affranchir M. Faure Gnassingbé de l'obligation de se présenter à nouveau devant les électeurs et,

-de clore définitivement le débat sur la limitation des mandats présidentiels.

5) Cet acte anti-démocratique et antirépublicain constitue une menace grave pour la paix et la cohésion nationale et doit interpeller la conscience de chaque Togolais.

6) Malgré les frustrations et les colères légitimes et compréhensibles suscitées par cette nouvelle provocation du Pouvoir UNIR à l'endroit du peuple togolais et des

Forces démocratiques, l'UDS-TOGO voudrait, en toute humilité, demander à tous les Togolais et plus particulièrement aux partis politiques en lutte pour le changement de ne pas tomber dans le piège de la diversion et du radicalisme improductif tendu par nos adversaires.

7) Force est de constater que l'état d'émiettement avancé dans lequel se complaisent nos partis politiques d'opposition depuis le démantèlement délibéré de la C14 ne nous a pas permis d'empêcher l'adoption de la nouvelle constitution par l'Assemblée nationale de service ni sa promulgation par le Chef de l'Etat. Il ne nous met pas non plus en position favorable pour opposer une résistance populaire efficace à cette nouvelle forfaiture constitutionnelle ;

8) Dans ce contexte de fait accompli, l'UDS-TOGO lance un appel patriotique à toutes les Forces démocratiques afin qu'elles se retrouvent pour réfléchir ensemble à la forme de résistance la mieux adaptée à cette nouvelle violence qui nous est infligée de façon à en tirer parti pour nous renforcer. Cette résistance devrait, du point de vue de l'UDS-TOGO, s'articuler autour de deux exigences phares, à savoir :

-la mise en place d'un grand Bloc politique unifié des Forces démocratiques face au Bloc UNIR. En effet, nos partis politiques d'opposition sont tous devenus de micro partis voués à une disparition certaine si nous persistons dans la voie de la promotion partisane et individuelle que nous avons suivie jusqu'à présent. Pour être crédible, ce Bloc ne peut se constituer, comme par le passé, autour de simples slogans. Ce Bloc se doit d'incarner l'espoir du peuple togolais en un avenir meilleur. Ce Bloc doit être porteur d'une vision partagée et d'un Programme d'actions susceptible d'apporter des solutions crédibles et durables aux problèmes qui minent la vie quotidienne des Togolais et d'instaurer une gouvernance inclusive qui profite à tous les citoyens et pas seulement à une petite minorité,

-l'instauration et l'application effective, avec l'assistance d'organisations communautaires dont le Togo est membre (UA, ONU, Francophonie, COMMONWEALTH, etc...), et d'autres organisations nationales (Confessions religieuses, Organisations de la Société civile, etc ...), des conditions optimales pour l'organisation d'élections réellement et totalement transparentes, libres, équitables et démocratiques au Togo.

SUR LE DOUBLE SCRUTIN DU 29 AVRIL 2024

9) S'agissant du double scrutin du 29 Avril 2024, l'UDS-TOGO estime que les partis politiques d'opposition qui y ont pris part, ont eu raison de l'avoir fait. Ils ont pu, grâce à cette participation, relever des preuves irréfutables du quadruple déficit de transparence, d'équité, de civisme et de patriotisme qui a marqué ce double scrutin.

10) Au-delà des supputations des uns et des autres sur les causes profondes de cette nouvelle anomalie électorale togolaise, la seule réalité sur laquelle tout le monde s'accorde est que les résultats proclamés ramènent de fait le Togo sous un régime

politique à parti unique semblable à celui qui a régenté la vie des Togolais entre la fin des années 1960 et le début des années 1990. Ce régime totalitaire avait conduit le pays à la faillite économique, sociale et culturelle déclenchant les graves troubles sociopolitiques auxquels la Conférence nationale souveraine tenue du 08/07/1991 au 31/08/1991 avait tenté de mettre fin en initiant un processus inclusif de démocratisation, de moralisation et de modernisation de notre vie nationale.

11) Devant cette situation, l'opinion selon laquelle il faut trouver d'autres voies que celles de la concertation et de la recherche du compromis pour instaurer la démocratie au Togo s'installe de plus en plus dans le cœur de nombreux Togolais. Cette conception est dangereuse pour l'avenir de notre pays en tant que nation.

12) C'est en toute bonne foi que l'UDS-TOGO voudrait, une fois de plus, réaffirmer haut et fort son attachement à la voie des urnes comme moyen privilégié de dévolution du pouvoir d'Etat dans le système démocratique qu'il souhaite voir instauré au Togo.

13) Face au devoir qui nous incombe de restaurer impérativement la confiance des citoyens dans notre système politique pendant qu'il est encore temps, l'UDS-TOGO lance un appel pressant à toute la classe politique togolaise, pouvoir et opposition afin qu'elle prenne conscience de la gravité de la situation et s'accorde sur des réformes urgentes et consensuelles à mettre en œuvre pour l'organisation d'élections totalement transparentes et équitables selon un nouveau calendrier à définir de commun accord. Ces réformes permettront de doter le pays d'institutions légitimes et crédibles à même de relever les grands défis auxquels le Togo est confronté pour l'amorce et l'accélération de son développement économique et social au profit du plus grand nombre de Togolais ;

14) A cet effet, l'UDS-TOGO propose que le Cadre Permanent de Concertation (CPC) soit restructuré en un vrai cadre de débat contradictoire où les acteurs confrontent leurs idées et propositions sur les sujets abordés en vue de parvenir à des compromis dont la mise en œuvre serait assurée fidèlement par les institutions au pouvoir.

15) L'UDS-TOGO propose que le CPC restructuré se consacre prioritairement aux trois sujets d'intérêt national qui préoccupent de plus en plus les Togolais, à savoir :

-la recherche de solutions consensuelles aux problèmes de gouvernance qui bloquent la marche en avant de notre pays

-la réouverture d'un vrai débat national sur la récurrente question du régime politique dans le but de parvenir à un projet de texte consensuel de révision constitutionnelle à soumettre, par voie référendaire, à l'approbation du peuple togolais souverain,

-une réflexion globale sur les réformes à mettre en œuvre, avec le concours et l'assistance de toutes les compétences internes et externes, d'un nouveau cadre électoral garantissant l'organisation d'élections véritablement libres, transparentes et

équitable pour mettre fin aux nombreuses irrégularités qui ont toujours entaché l'intégrité des processus électoraux au Togo.

16) L'UDS-TOGO voudrait inciter les responsables du parti au pouvoir et plus particulièrement le Chef de l'Etat à faire preuve d'humilité et de patriotisme en prenant en compte les aspirations légitimes du peuple togolais à plus de justice sociale et à plus d'équité dans la répartition des richesses nationales. Cela passe nécessairement par la mise en œuvre d'une réelle volonté politique de lutter efficacement contre l'impunité, le népotisme, la gabegie et les abus de toutes sortes observés dans la gestion de l'Etat.

Plus que jamais, notre pays a besoin d'un processus de gouvernance inclusive au profit du plus grand nombre de citoyens et qui implique la plupart des acteurs politiques pour un renforcement de notre démocratie et le rétablissement d'un lien de confiance durable entre les gouvernants et les gouvernés.

Fait à Lomé le 06 Septembre 2024

Pour la Convention nationale,

Le Délégué Général Adjoint,



Etienne Erolakaza TCHAGOLE.